



CHAPITRE 77

CHAPTER 77

Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi

An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi

[Sanctionnée le 19 décembre 1956]

[Assented to, the 19th of December, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Chicoutimi a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 4 Édouard VII, chapitre 62, telle que modifiée par les lois 8 Édouard VII, chapitre 91; 20 George V, chapitre 118; 6 George VI, chapitre 81; 13 George VI, chapitre 84; 14-15 George VI, chapitre 78, et 3-4 Elizabeth II, chapitre 59, soit de nouveau modifiée pour annexer à son territoire certains lots du canton de Chicoutimi par règlement approuvé par le conseil des deux corporations et par le lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions acceptées par lesdites corporations, pour porter à trois ans le terme d'office du maire et des échevins, pour obtenir l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas cinq cent mille dollars (\$500,000.00) pour l'exécution de travaux urgents, et pour modifier, quant à elle, l'article 64 de la Loi des cités et villes;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion autorisée.

1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, la cité pourra, aux conditions déterminées dans un règlement approuvé par le conseil des deux corporations de la cité de Chicoutimi et du canton de Chicoutimi et par le lieutenant-

Preamble.

WHEREAS the city of Chicoutimi has, by its petition, represented that it is in the interest of the proper administration of its affairs that its charter, the act 4 Edward VII, chapter 62, as amended by the acts 8 Edward VII, chapter 91; 20 George V, chapter 118; 6 George VI, chapter 81; 13 George VI, chapter 84; 14-15 George VI, chapter 78, and 3-4 Elizabeth II, chapter 59, be again amended to annex to its territory certain lots of the township of Chicoutimi by by-law approved by the councils of both corporations and by the Lieutenant-Governor in Council and on conditions accepted by the said corporations, to increase to three years the term of office of the mayor and aldermen, to obtain authorization to borrow a sum not exceeding five hundred thousand dollars (\$500,000.00) for the carrying out of urgent works, and to amend, for the city, section 64 of the Cities and Towns Act;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Annexion autorisée.

1. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the city may, upon such conditions as are determined in a by-law approved by the councils of both the corporation of the city of Chicoutimi and that of the township of Chicoutimi

gouverneur en conseil, annexer, pour fins municipales, les territoires suivants qui lui sont adjacents, savoir:

"le territoire situé dans les rangs 15, 14, 13, 12, 11 partie nord-ouest, 11 partie sud-est, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 1 sud-ouest et 1 nord-est, chemin Sydenham, au cadastre officiel du canton de Chicoutimi, compris dans les limites suivantes, savoir:

Depuis le coin nord-ouest actuel de la cité de Chicoutimi vers l'ouest en suivant une ligne située au centre du Saguenay jusqu'au prolongement des limites est de la municipalité de Saint-Jean-Eudes. De ce point vers le sud en suivant les limites de la municipalité de Saint-Jean-Eudes et de la cité d'Arvida. De ce point vers l'est en suivant la ligne nord du lot 76 lequel est la limite nord de l'emprise du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! jusqu'au milieu de la Rivière du Moulin, rang V. De ce point vers le nord-est en suivant le centre de la Rivière du Moulin jusqu'à la limite de la municipalité du village de la Rivière du Moulin. De ce point vers le sud-ouest et le nord-ouest, en suivant la limite sud actuelle de la municipalité du village de la Rivière du Moulin jusqu'à la limite est de la cité de Chicoutimi. De ce point vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest, le sud-ouest, le nord-ouest et le sud-ouest en suivant la limite est actuelle de la cité de Chicoutimi jusqu'à la limite sud actuelle de la cité de Chicoutimi. De ce point vers le nord-ouest en suivant la limite sud actuelle de la cité de Chicoutimi jusqu'à la limite ouest actuelle de cette même cité. De ce point vers le nord-est en suivant la limite ouest actuelle de la cité de Chicoutimi jusqu'au point de départ au centre du Saguenay lequel est à la limite nord actuelle de cette même cité".

and by the Lieutenant-Governor in Council, annex, for municipal purposes, the following territories adjacent to it namely: "the territory situated in ranges 15, 14, 13, 12, 11 northwestern part, 11 southeastern part, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 1 southwest and 1 northeast, Sydenham road, on the official cadastre of the township of Chicoutimi, comprised within the following limits, namely:

From the present northwestern corner of the city of Chicoutimi westerly following a line in the centre of the Saguenay to the extension of the eastern boundaries of the municipality of Saint-Jean-Eudes. Thence southerly following the boundaries of the municipality of Saint-Jean-Eudes, and of the city of Arvida. Thence easterly following the northern line of lot 76 which is the northern limit of the railway right-of-way of the Baie des Ha! Ha! to the middle of Rivière du Moulin, range V. Thence northeasterly following the centre of Rivière du Moulin to the boundary of the municipality of the village of Rivière du Moulin. Thence southwesterly and northwesterly, following the present southern boundary of the municipality of the village of Rivière du Moulin to the eastern boundary of the city of Chicoutimi. Thence southeasterly, southwesterly and northwesterly, southwesterly, northwesterly and southwesterly following the present eastern boundary of the city of Chicoutimi to the present southern boundary of the city of Chicoutimi. Thence northwesterly following the present southern boundary of the city of Chicoutimi to the present western boundary of the same city. Thence northeasterly following the present western boundary of the city of Chicoutimi to the starting point in the centre of the Saguenay which is the present northern boundary of the same city".

S.R.,
c. 233,
s. 522,
am. pour
la cité.
Terres en
culture.

2. L'article 522 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant l'alinéa suivant:

"L'évaluation des terres en culture ou affermées ou servant au pâturage des animaux, de même que toutes terres non défrichées, ou toutes terres à bois dans les limites du territoire annexé en vertu des

2. Section 522 of the Cities and Towns Act is amended for the city, by adding the following paragraph:

"The valuation of lands under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared lands or wood lots within the limits of the territory annexed under the provisions of

R.S.,
c. 233,
s. 522,
am. for
city.
Farm
lands.

dispositions de l'article 1 de la présente loi, restera la même que celle apparaissant actuellement au rôle d'évaluation de la municipalité du canton de Chicoutimi, tant que les susdites terres ou immeubles resteront affectés aux mêmes fins. La base d'évaluation et le taux d'imposition de la taxe foncière des additions ou soustractions aux propriétés et dépendances y construites, resteront les mêmes que ceux actuellement employés par les estimateurs en office dans la paroisse de Chicoutimi.

Exemption.

Le Colisée de Chicoutimi sera exempté de taxe foncière municipale tant et aussi longtemps qu'il sera la propriété de la Société d'Agriculture du comté de Chicoutimi.

Restriction.

Les dispositions de l'article 52 du Code municipal ne s'appliquent pas au territoire présentement annexé à la cité de Chicoutimi."

S.R.,
c. 233,
a. 603b,
aj. pour
la cité.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Chicoutimi, en y ajoutant après l'article 603a, ajouté pour la cité, par l'article 8 de la loi 14-15 George VI, chapitre 78, l'article suivant:

Emprunt autorisé.

"603b. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter annuellement durant les cinq prochaines années, commençant à la date de la sanction de la présente loi, une somme n'excédant pas cent mille dollars pour l'exécution de travaux urgents permanents.

Approbation.

Les travaux nécessitant tel emprunt ne peuvent, cependant, être entrepris avant que la résolution du conseil les autorisant n'ait été approuvée par la Commission municipale de Québec."

1930,
c. 118,
a. 6, remp.

4. L'article 6 de la loi 20 George V, chapitre 118, est remplacé par le suivant:

1908,
c. 91, a. 2,
remp.

"6. La section 2 de ladite loi 8 Édouard VII, chapitre 91, est remplacée par la suivante:

section 1 of this act, shall remain the same as that presently appearing on the valuation roll of the municipality of Chicoutimi township, as long as the aforesaid lands or immovables shall remain used for the same purposes. The basis of valuation and the assessment rate of the real estate tax on additions to or subtractions from the properties and dependencies built thereon, shall remain the same as those presently used by the assessors in office in the parish of Chicoutim."

The Coliseum of Chicoutimi shall be exempt from the municipal real estate tax as long as it shall remain the property of the Société d'Agriculture du comté de Chicoutimi.

The provisions of article 52 of the Municipal Code shall not apply to the territory presently annexed to the city of Chicoutimi."

3. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Chicoutimi, by adding thereto after section 603a, added for the city, by section 8 of the act 14-15 George VI, chapter 78, the following section:

"603b. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, by by-law requiring no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, borrow annually during the next five years, starting on the date of the sanction of this act, a sum not exceeding one hundred thousand dollars for the carrying out of urgent permanent works.

Nevertheless, the works requiring such loan may not be undertaken before the resolution of the council authorizing the same has been approved by the Quebec Municipal Commission."

4. Section 6 of the act 20 George V, chapter 118, is replaced by the following:

"6. Section 2 of the said act 8 Edward VII, chapter 91, is replaced by the following:

8 Ed. VII, c. 38, a. 157, remp. pour la cité.
 Époque des élections générales.

"2. L'article 157 de ladite loi est remplacé, pour la cité de Chicoutimi, par le suivant:

"157. A compter des élections générales de l'année 1958, l'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les trois ans, le premier jour juridique d'août, conformément aux dispositions ci-après.

Idem. La prochaine élection générale aura lieu le premier jour juridique du mois d'août 1958."

S.R., c. 233, a. 64, am. pour la cité.
 Amendement autorisé.

5. L'article 64 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Chicoutimi, en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le conseil de la cité de Chicoutimi, sur simple résolution, est autorisé à amender son règlement numéro 457 accordant une rémunération ou indemnité aux membres du conseil, pour que les mots "rémunération ou indemnité" soient remplacés par les mots "fraîs de représentation".

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 Ed. VII, c. 38, s. 157, replaced for city.
 Date of general elections.

"2. Section 157 of the said act is replaced, for the city of Chicoutimi, by the following:

"157. From and after the general elections of the year 1958, the general elections for mayor and aldermen of the municipality shall be held every three years, on the first juridical day of August, in accordance with the provisions herein-after contained.

The next general election shall be held or the first juridical day of the month of August, 1958."

R.S., c. 233, s. 64, am. for city.
 Amendment authorized.

5. Section 64 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Chicoutimi, by adding the following paragraph:

"The council of the city of Chicoutimi, upon a mere resolution, is authorized to amend its by-law number 457 granting a remuneration or indemnity to the members of the council so as to replace the words "remuneration or indemnity" by the words "entertainment expenses".

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force